

Guerre en Ukraine, oui ou non à l'escalade ?

écrit par Maurice Benoit | 18 mars 2024

Ukraine : en cas d'escalade, « nous serons prêts à prendre les décisions qui s'imposent », affirme Emmanuel Macron

Lors d'une interview télévisée, le chef de l'État a tenté ce jeudi de clarifier la position de la France sur le conflit en Ukraine, après des déclarations qui ont semé le trouble jusque parmi les alliés. Emmanuel Macron maintient sa ligne : tout doit être fait pour que la Russie ne gagne pas la guerre.



Emmanuel Macron, Jean-Louis Borloo et Catherine Colonna. Photos : Gilles Bourdeau et Anne-Cécile Leclercq / QUOTIDIAN

Ukraine : en cas d'escalade, « nous serons prêts à prendre les décisions qui s'imposent », affirme Emmanuel Macron

Lors d'une interview télévisée, le chef de l'État a tenté ce jeudi de clarifier la position de la France sur le conflit en Ukraine, après des déclarations qui ont semé le trouble jusque parmi les alliés. Emmanuel Macron maintient sa ligne : tout doit être fait pour que la Russie ne gagne pas la guerre.



Emmanuel Macron s'exprime à l'Élysée aux côtés de Gilles Bouillon et Anne-Sophie Lottin. PHOTO AFP

Source de l'illustration : <https://www.lavoixdunord.fr/1440655/article/2024-03-14/ukraine-en-cas-d-escalade-nous-serons-prets-prendre-les-decisions-qui-s-imposent>

Alors que son second mandat à la Présidence de la République doit s'achever en 2027, comment Emmanuel Macron a-t-il pu dévier à ce point de sa mission première qui est de défendre et de préserver les intérêts vitaux de la Nation, en engageant la France pour 10 ans dans un accord bilatéral de sécurité avec l'Ukraine en guerre contre la Russie?

Accord signé le 16 février dernier avec son homologue Volodymyr Zelensky qui de son côté, avec une opposition

réduite au silence et au prétexte de la guerre, a écarté la tenue des élections qui étaient prévues dans son pays (législatives en octobre 2023 et présidentielle en ce mois de mars).

Comment nos députés et sénateurs ont-ils ensuite pu, les 12 et 13 mars, cautionner majoritairement un tel accord, sans trop sourciller? Le tout en soutenant, au détriment des besoins intérieurs français, la poursuite d'une aide massive financière et militaire au régime de Kiev, avec la fourniture d'un armement toujours plus puissant, accroissant l'état de cobelligérance dans un conflit déjà épouvantablement meurtrier et destructeur. Un conflit dans la genèse duquel la part de responsabilités des Etats occidentaux et de l'OTAN ne saurait d'ailleurs être indéfiniment niée et occultée, avec des manigances et opérations menées pour accroître leur emprise sur la périphérie de la Russie...

Une reconnaissance de la situation et un réexamen voire un abandon de leurs prétentions en la matière pourraient aider au lancement de négociations comme celles préconisées de façon argumentée par le Pape François, avant que les choses n'empirent...

Dans l'immédiat, à chacun de se déterminer face aux irresponsables va-t-en guerre qui refusent rageusement un dialogue qu'il faudra pourtant bien reprendre un jour ou l'autre avec la Russie, sauf à continuer une escalade des hostilités pouvant conduire à un embrasement généralisé aux conséquences funestes pour l'ensemble de l'humanité. Une occasion de faire valoir son avis s'offrira à chaque citoyen lors des élections européennes du 9 juin prochain.

Maurice BENOIT